Note d’information sur la situation économique

 au troisième trimestre 2013

**L’arrêté des comptes nationaux du troisième trimestre 2013 montre que la croissance économique nationale continue à être soutenue par l’important rebondissement de l’activité agricole, avec des activités non agricoles en net ralentissement. Il fait ressortir, également, un allégement du besoin de financement de l’économie nationale.**

C’est ainsi que, **la valeur ajoutée agricole** en volume, corrigée de variations saisonnières (cvs), s’est accrue de 19,9% au lieu de la baisse de 8,5% le même trimestre de l’année précédente, alors que celle **des activités non agricoles** a été, en revanche, en ralentissement avec une croissance de 1,6% au lieu de 4,7%.

Dans ce contexte, la valeur ajoutée du **secteur secondaire** a enregistré une baisse de 0,5% au lieu d’une hausse de 2,3%, qui s’explique par :

* la diminution de la valeur ajoutée de l’industrie d’extraction de 3,2% au lieu d’une hausse de 4,7%;
* la persistance de la baisse de la valeur ajoutée de l’activité du bâtiment et travaux publics malgré un relatif recul de son rythme, cette baisse passant de 0,5% à 0,2% ;
* la stagnation de la valeur ajoutée des industries de transformation après une hausse de 1,4% ;
* et le net recul du rythme de croissance de l’activité de l’électricité et eau, celle-ci passant de 9,9% durant le troisième trimestre de l’année passée à 1,9% en 2013.

La valeur ajoutée du **secteur tertiaire,** de son côté**,** a affiché un ralentissement de sa croissance, celle-ci passant à 2,8% contre 5,8% le troisième trimestre de l’année précédente. Cette tendance est observée en particulier au niveau des :

* postes et télécommunications, avec une croissance de 8,9% au lieu de 27,1%;

- services rendus aux ménages et aux entreprises, avec 2,4% au lieu de 4,9%;

* services financiers et assurances, avec 0,2% au lieu de 4,2%;
* services rendus par l’administration publique générale et sécurité sociale, avec 2% au lieu de 6,3%;
* et services de l’éducation, de la santé et de l’action sociale, avec 2% au lieu de 4,9%.

En revanche, les autres composantes du secteur tertiaire ont enregistré des rythmes de croissance en amélioration, passant dans :

* les hôtels et restaurants de 2,7% à 4,4% ;
* les transports de 2,5% à 2,9% ;
* et le commerce de 2% à 3,1%.

Au total, **le Produit Intérieur Brut (PIB)** s’est accru de 4% en volume au lieu de 2,9% la même période de l’année 2012. Aux prix courants, l’accroissement a été de 4,7% dégageant ainsi une hausse du prix implicite du PIB de 0,7%.

Au niveau des emplois du PIB en volume, les dépenses de consommation finale des ménages se sont accrues de 3,7% au lieu de 2,8% la même période de l’année précédente, contribuant ainsi pour 2,2 points à la croissance au lieu de 1,6 point. La consommation finale des administrations publiques, en revanche, a connu une progression moins forte que l’année dernière, de l’ordre de 4,3% au lieu de 8,1%. Sa contribution à la croissance s’est maintenue à 0,7 point. Par ailleurs, l’investissement brut (formation brute de capital fixe et variation de stocks) a enregistré un ralentissement de sa croissance, avec une hausse de 0,5% au lieu de 2,6%. Globalement, la demande intérieure a contribué de 3 points à la croissance au lieu de 2 points une année auparavant.

Les échanges extérieurs de biens et services, de leur côté, ont maintenu leur contribution positive d’un point à la croissance. Les exportations ont, en effet, amélioré leur performance, réalisant 5,6% de croissance au lieu de 4% durant le troisième trimestre de l’année précédente alors que les importations se sont accrues de 2% au lieu de 0,6%.

Dans ces conditions, avec une hausse du PIB aux prix courants de 4,7% et une amélioration de 59% des revenus nets reçus du reste de monde, le revenu national brut disponible s’est accru de 6,6% au lieu de 1,5% une année auparavant. L’amélioration de la consommation finale à prix courants se situant à 5,4%, l’épargne nationale a atteint 26,4% du PIB au lieu de 24,7% durant le troisième trimestre de l’année précédente.

Par ailleurs, l’investissement brut a atteint 35,1% du PIB au lieu de 34,6% et le besoin de financement de l’économie nationale s’est allégé, en conséquence, pour représenter 8,7% du PIB au lieu de 9,9% le même trimestre de l’année précédente.

Ci-joint les tableaux présentant les résultats des comptes nationaux du troisième trimestre 2013

|  |
| --- |
|  |
|  |

